

### EDF et le charbon : le cas de Kolubara en Serbie

En France, les cheminées des centrales à charbon se clairsèment. L'Europe de l'Est et les Balkans voient les investisseurs étrangers se ruer sur leurs réserves fossiles et ériger de nouvelles centrales. C'est le cas dans le bassin minier de Kolubara, en Serbie, où Edison, la filiale italienne que possède EDF à 99,45%<sup>1</sup>, envisage la construction et l'exploitation d'une nouvelle centrale, « Kolubara B ».

Respect des normes d'émissions de gaz à effet de serre dans la perspective de l'intégration de la Serbie à l'Union européenne, maintien d'une économie hautement carbonée à l'heure de la transition énergétique en France et en Union européenne, pratiques de corruption et violations des droits des communautés locales : le projet questionne sur un certain nombre d'aspects.

#### Historique

Le projet de la centrale Kolubara B remonte aux années 1960, alors que la Yougoslavie appuie son développement économique centralisé sur l'énergie du charbon. Il ressurgit dans les années 1990 lorsque les centrales du bassin minier de Kolubara atteignent leur fin de vie. L'objectif est notamment de remplacer l'unité vieillissante de Kolubara A par Kolubara B. Les premiers travaux commencent en 1988 mais sont finalement interrompus, et sur le site de Kolubara B, pour l'heure, une tour ascenseur qui ne dessert que deux grues rouillées regarde s'étendre la mine à ciel ouvert.

Le projet est de nouveau ravivé en juin 2011



lorsqu'Edison signe avec l'entreprise d'Etat serbe Elektroprivreda Srbije (EPS) un accord de joint-venture<sup>2</sup>. Quelques mois plus tard, 16 employés d'EPS sont arrêtés pour corruption<sup>3</sup>. En 2012, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) annonce son intérêt à octroyer un prêt de 400 millions d'euros pour l'achèvement des travaux de Kolubara B. Cette nouvelle enveloppe vient s'ajouter aux prêts accordés par la BERD pour d'autres secteurs du bassin minier.

D'une capacité de 750 MW (contre les 250 MW de Kolubara A qu'elle est censée remplacer), la nouvelle centrale s'alimenterait du lignite (une forme de charbon) produit par la mine environnante. De nouveaux puits sont en train d'être forés dans cette perspective. Mais une fois de plus, d'importantes incertitudes entourent un projet fragile sur les plans économique, social et environnemental. D'ailleurs, en septembre 2013, la BERD a annoncé à la société civile serbe son retrait du projet<sup>4</sup> : l'implication de l'Etat français

1. « Energie : EDF détient 99,484% d'Edison », article du Figaro, 6 septembre 2012, disponible ici : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2012/09/06/97002-20120906FILWWW00636-energie-edf-detient-99484-d-edison.php>

2. « Edison agrees with Serbian EPS to complete Kolubara B plant », article de Bloomberg, 30 juin 2011, disponible sur : <http://www.bloomberg.com/news/2011-06-30/edison-agrees-with-serbian-eps-to-complete-kolubara-b-plant-1-.html>

3. « Belgrade court orders investigation into Kolubara case », article de CEE Bankwatch, 6 octobre 2011, disponible sur <http://bankwatch.org/news-media/for-journalists/bankwatch-in-the-media/belgrade-court-orders-investigation-kolubara-case>

4. «EBRD gives up Kolubara B lignite power plant project in Serbia », CEE Bankwatch, 9 septembre 2013, disponible sur : <http://bankwatch.org/news-media/for-journalists/press-releases/ebd-gives-kolubara-b-lignite-power-plant-project-serbia>

au travers d'EDF doit elle-aussi être remise en cause.

## Charbon et climat : la contradiction

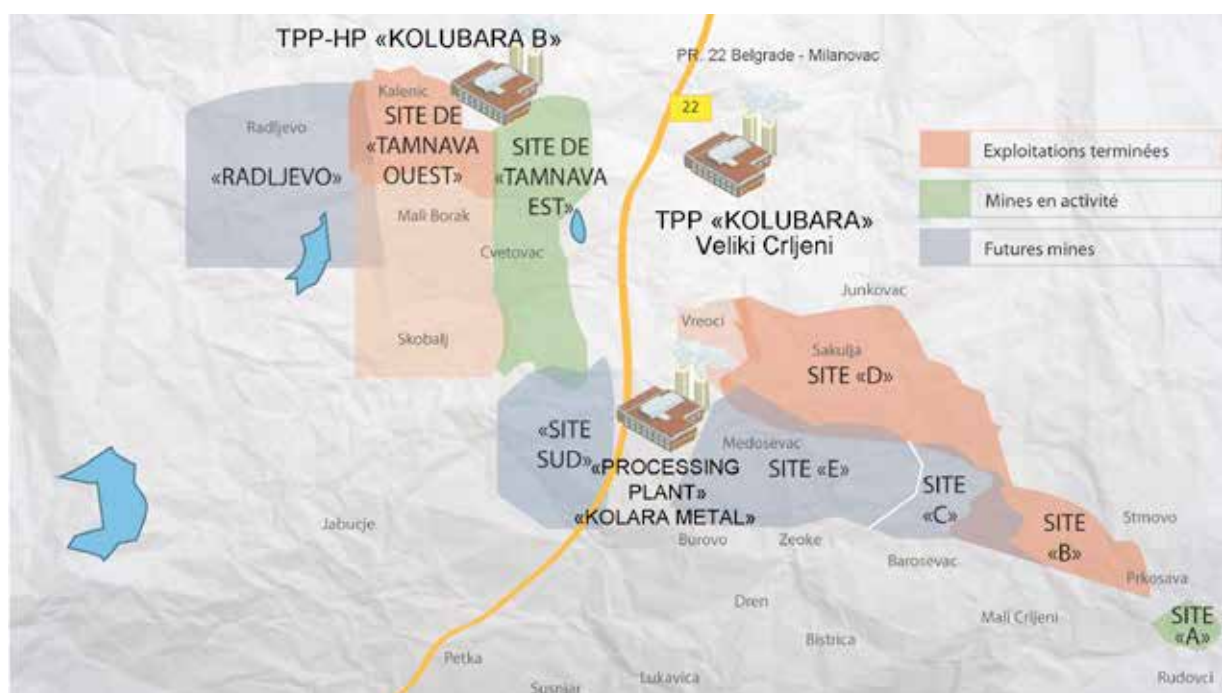
Le charbon est le principal contributeur anthropique aux émissions de gaz à effet de serre (GES). En Serbie, on trouve essentiellement des réserves de lignite, la forme la plus nocive et polluante de charbon. Son extraction dans les mines à ciel ouvert et sa combustion dans les centrales attenantes ont, de plus, des conséquences sur les écosystèmes et sur la santé de la population. Les eaux et les sols sont contaminés de façon durable par des métaux lourds (cadmium, arsenic, nickel, mercure, etc.). La qualité de l'air est affectée. Selon l'Alliance pour l'environnement et la santé, en Europe le charbon serait responsable annuellement de 18 200 morts prématurées, de 8 500 nouveaux de bronchites chroniques et de 4 millions de jours de travail perdus.

Prises de conscience et progression de la législation ont fait de la limitation des émissions de gaz à effet de serre un paramètre à prendre en compte par les entreprises serbes, et notamment EPS, mais de façon imparfaite. Ainsi la construction de la nouvelle centrale Kolubara B est présentée comme la substitution des unités obsolètes de Kolubara A par des technologies plus performantes en matière de réduction des gaz à effet de serre. Or, remplacer 4 unités d'une production globale d'environ 250 MW par une centrale de 750 MW augmentera inévitablement

les émissions puisque même les meilleures technologies disponibles à ce jour ne permettent pas l'absence d'émissions de GES. Il faudra de plus alimenter cette centrale, et donc extraire plus de lignite. L'extension en cours des puits « D », « Sud », « Tamnava West » et « Radljevo » poursuit cet objectif. Néanmoins, l'extraction à ciel ouvert est, elle-aussi, émettrice de GES. Ainsi, même plus performante, la centrale de Kolubara B contribuera à augmenter la facture climatique de la Serbie.

## La Serbie et l'Europe

Cela n'est pas sans conséquence pour les aspirations de la Serbie à entrer dans l'Union européenne (UE). Depuis mars 2012, la Serbie est officiellement candidate. Elle sera donc soumise à un certain nombre d'ajustements pour remplir les critères de l'UE en matière climatique. De plus, étant membre de la Communauté de l'Énergie depuis 2005, elle est d'ores-et-déjà supposée mettre en œuvre l'acquis communautaire sur l'énergie, l'environnement, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, et censée réduire ses émissions de 80 % d'ici 2050. Elle est également signataire depuis 2001 de la Convention des Nations Unies sur le changement climatique. Or, rien qu'actuellement, plus de 33 millions de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> et 361 000 tonnes d'émissions de SO<sub>2</sub> sont rejetées chaque année par l'activité minière et la production électrique<sup>5</sup>.



Source : reproduction d'une carte tirée du document « Mining basin « KOLUBARA » » de Elektroprivreda Srbije

5. <http://www.drustvo-termicara.com/resources/files/153a90d.pdf>

Parallèlement, l'important potentiel de la Serbie en matière d'énergies renouvelables est sous exploité. L'énergie hydraulique, l'éolien, la géothermie ne reçoivent pas le soutien suffisant de l'Etat et de ses entreprises.

## L'apport limité de « Kolubara B » au secteur énergétique serbe

En 2010, 69 % de la production électrique serbe provenait du lignite<sup>6</sup>. Cette mono-dépendance du secteur énergétique au charbon est justifiée par le besoin de répondre à une augmentation de la demande ainsi que de garantir une facture d'électricité basse à des ménages serbes fortement affectés par la crise et pour qui l'électricité représente 10 % de leurs revenus<sup>7</sup>.

D'une part, les projections quant à la demande en électricité ont considérablement changé depuis les balbutiements du projet. La demande industrielle, notamment, a sensiblement réduit.

D'autre part, l'argument du prix s'affaiblit si l'on intègre les coûts indirects du lignite (frais de santé, coûts de la destruction des écosystèmes, coûts sociaux), qui viennent augmenter la facture à payer par un Etat endetté et peu à même de fournir les services de base à sa population. De plus, cette justification n'est pas une raison pour chercher à augmenter la production comme le ferait la centrale Kolubara B. Un usage rationnel de l'électricité, par exemple, permettrait de limiter la consommation et donc de réduire la facture. L'intensité énergétique (le rapport de la consommation d'énergie au produit intérieur brut du pays) de la Serbie est bien plus élevée que celle de ses voisins (trois fois plus que la Hongrie et la Pologne, quatre fois plus que la Croatie)<sup>8</sup>, et tient en partie à la faible efficacité énergétique des bâtiments, et notamment des bâtiments de l'industrie. En 2010, les pertes énergétiques étaient estimées à 16 %<sup>9</sup>.

## Violation des droits des personnes

L'implication d'un acteur public tel que la BERD, ou d'une entreprise soumise à des normes de responsabilité sociale strictes comme EDF, n'est pas questionnée que sur les impacts économiques et environnementaux du projet. Les opérations de rénovation du bassin minier et d'extension des puits sont entachées d'irrégularités. En effet, plusieurs villages sont voués à disparaître et les

habitants font état de compensations insuffisantes et inégales en fonction des personnes. Les sites proposés pour la relocalisation sont soit mal situés, soit pas encore bâtis, soit même pas encore identifiés dans le cas de certains villages menacés. Pour certains habitants, cette incertitude est un fardeau : si les habitants du village de Radljevo savent depuis quelques années qu'ils auront à se déplacer, ils n'ont aucune idée du début de l'évacuation. « *On ne sait pas quand on va partir, ni où. En attendant, on ne sait pas non plus si ça vaut le coup d'investir quand il faut faire des réparations dans nos maisons actuelles mais on ne peut pas rester des années dans des maisons détériorées* » témoignait une femme du village lors d'une étude de terrain en septembre 2013. Entre-temps, leur exposition aux pollutions s'aggrave.

La préservation du patrimoine culturel et spirituel est également menacée. Au village de Vreoci, où les déplacements de population ont commencé, l'excavation du cimetière en plein jour et sans grande précaution, a laissé un souvenir amer. Les habitants de ce village ont d'ailleurs entamé des procédures de plaintes auprès des autorités locales et de la BERD<sup>10</sup>.

En juin 2013, plusieurs maisons du village de Junkovac se sont vues ensevelir par des glissements de terrain. Le gouvernement a reconnu la responsabilité de l'activité minière<sup>11</sup>, la mauvaise gestion des déchets provenant des puits attenant ayant conduit à fragiliser le terrain. Les habitants ont trouvé par eux-mêmes des solutions temporaires pour être hébergés, et sont toujours dans l'attente d'une proposition de compensation. Les riverains, eux, craignent que le phénomène s'étende, mais ne savent que faire. Impuissance et fatalisme règnent en effet chez ces villageois, muets sous la chape que fait peser le gouvernement et ses entreprises sur tout le bassin minier. Si l'espérance de vie et les conditions de santé sont délétères, ils n'en sont pas moins acculés à demeurer sur place, et à travailler dans le secteur du charbon. Certes, les salaires y sont plus élevés que le salaire moyen serbe mais surtout, peu d'alternatives existent, mis à part l'agriculture dans certains villages encore éloignés de la mine.

6. Selon les chiffres de l'Association pour le charbon et le lignite Euracoal : <http://www.euracoal.org/pages/layout1sp.php?idpage=78>

7. Ces justifications ont notamment été avancées lors d'entretiens menés les 10-11-12 septembre 2013 avec les responsables des entreprises EPS et MB Kolubara

8. <http://vreme.com/cms/view.php?id=546168>

9. Selon les chiffres de la Banque mondiale : <http://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.LOSS.ZS>

10. Ces plaintes sont compilées sur le site de CEE Bankwatch : <http://bankwatch.org/our-work/projects/kolubara-lignite-mine-serbia>

11. Dans une lettre adressée à l'association serbe CEKOR datée du 23 juin 2013, le chef du département de l'inspection des mines, M. Sinisa Tanackovic, reconnaît que « les rejets ont été déposés au-dessus de là où ils auraient dû »

## Corruption

En septembre 2013, une nouvelle vague d'arrestations a touché MB Kolubara<sup>12</sup>, l'entreprise d'Etat en charge de la mine et déjà ponctionnée de 16 de ses responsables en 2011 pour le même motif de corruption. Cette entreprise est une filiale d'EPS, avec laquelle Edison a signé le contrat de joint-venture. La récurrence de pratiques illégales n'est pas étonnante dans un pays classé en 2012 parmi les plus corrompus d'Europe sur le baromètre de la corruption de Transparency International<sup>13</sup>.

## Les investissements charbon d'EDF

A l'heure où la France s'oriente vers la transition énergétique et plaide pour une extension de celle-ci à l'échelle européenne, la poursuite des investissements charbon par la première entreprise d'électricité française détenue à 85 par l'Etat est un message contradictoire. En Serbie, mais aussi en Pologne ou en Croatie, EDF est impliquée dans des projets de centrales à charbon fortement émettrices de GES. En conséquence, le bilan est lourd : si sur son site l'entreprise affirme que son mix énergétique permet de produire en France « une électricité à 95 % sans émission de CO<sub>2</sub> », en revanche un récent classement la place dans les 50 entreprises mondiales les plus polluantes<sup>14</sup>.

Dans la perspective d'une transition énergétique française et européenne respectueuse du climat et des droits des populations, les investissements français publics ou privés doivent respecter un certain nombre de principes :

### ➤ L'arrêt des énergies fossiles par les entreprises françaises

Selon le Postdam Institute for Climate Impact Research, il ne faut pas consommer plus d'un tiers des ressources fossiles connues avant 2050 si l'on veut limiter l'augmentation de la température du globe à 2 °C par rapport à l'ère industrielle<sup>15</sup>. Pour la Commission européenne également, la sauvegarde du climat passe par la décarbonisation des économies. L'extension de la mine de Kolubara et du nombre de centrales thermiques va à l'encontre de ces recommandations. Afin d'avoir une chance d'enrayer les changements climatiques, les entreprises françaises doivent montrer leur exemplarité et interrompre leurs investissements dans l'extraction ou la combustion d'énergies fossiles.

### ➤ La fin des subventions publiques aux énergies fossiles

Le soutien des banques publiques au secteur du charbon n'est pas utile. Il introduit une distorsion économique alors même que l'économie du charbon est une économie mature, qui n'a pas besoin de garanties publiques pour être rentable. Récemment, la Banque européenne d'investissement, ou la Banque mondiale, viennent d'infléchir leurs positions en restreignant leurs prêts accordés au secteur du charbon. Elles embrayent ainsi le pas à la banque publique bilatérale française, l'Agence française pour le développement, dont le Conseil d'administration a voté l'arrêt des prêts au charbon au printemps 2013. Cette initiative française doit être érigée en principe et généralisée à tous les organes au sein desquels la France a une participation (banques publiques, Coface, etc.). Par souci de cohérence, la France doit œuvrer à ce que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui révisé actuellement sa politique énergétique, ferme elle-aussi son portefeuille de prêts au charbon.

### ➤ La redirection des investissements vers le soutien à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables

L'exemple de la Serbie montre une économie saturée de charbon et dans laquelle les investisseurs nationaux sont peu capables d'impulser une diversification. Or, le potentiel d'énergies renouvelables en Serbie est identifié et prometteur. D'importants efforts à mener en matière de sobriété énergétique (efficacité énergétique des bâtiments, développement de technologies telles que les smart grids) permettront de réduire la consommation d'énergie. Ainsi, des entreprises françaises, comme EDF de laquelle l'Etat est actionnaire, doivent proposer leur savoir-faire. La redirection des prêts des institutions financières internationales (BEI, BERD, Banque mondiale) doit venir en soutien pour épauler ces économies émergentes et les rendre compétitives sur le marché. En termes d'emploi, l'arrêt des mines et des centrales thermiques pourra être compensé par le développement des emplois dans l'efficacité énergétique des bâtiments et le développement des énergies renouvelables. Un modèle de gestion de petites structures de production énergétique (éolien, petite hydraulique, etc...) à l'échelle locale apporte notamment des bienfaits sociaux et en termes d'emplois.

12. <http://bankwatch.org/news-media/blog/new-arrests-link-corruption-land-expropriation-serbian-kolubara-mine>

13. Consulter le baromètre 2012 sur le site de Transparency International : <http://www.transparency.org/cpi2012/results>

14. [http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/09/13/gaz-a-effet-de-serre-les-firmes-les-plus-polluantes-n-ont-pas-reduit-leurs-emissions\\_3477323\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/09/13/gaz-a-effet-de-serre-les-firmes-les-plus-polluantes-n-ont-pas-reduit-leurs-emissions_3477323_3244.html)

15. <http://www.nature.com/nature/journal/v458/n7242/full/nature08017.html>